

**Dominique MAISON**

Responsable du service Santé Environnement  
Délégation de l'île de La Réunion - Agence de Santé Océan Indien  
139, rue Jean Chatel 97400 Saint-Denis  
Tél. : 02 62 97 97 15 - Fax : 02 62 20 14 31  
Courriel : [dominique.maison@ars.sante.fr](mailto:dominique.maison@ars.sante.fr)

## **Eau du robinet : quels enjeux, quels risques à La Réunion ?**

Environ 7 milliards de m<sup>3</sup> tombent chaque année sur La Réunion, alors que 145 millions de m<sup>3</sup> suffiraient pour les besoins des réunionnais.

Paradoxalement, des coupures d'eau sont récurrentes dans certaines communes.

Lorsque la distribution dépend de ressources superficielles, la qualité de l'eau distribuée peut être dégradée de façon temporaire mais chronique, aussi bien par des fortes pluies qu'en période de sécheresse. L'ensemble rappelle combien la distribution d'eau à La Réunion constitue une conquête récente, fragile et encore inachevée.

Une description des conditions de distribution de l'eau à La Réunion amène à constater un retard pour la mise en œuvre de chacune des étapes indispensables à la potabilisation des eaux distribuées, en particulier pour les ressources superficielles utilisées qui représentent 52% des volumes exploités. Ces volumes devraient transiter par des procédés de potabilisation adéquats, comprenant au moins un traitement physique de clarification. Or, seuls 32% des volumes d'eau superficielle distribués bénéficient de ce type de traitement à La Réunion ; les 68% restant sont simplement désinfectés, laissant subsister un risque sanitaire significatif, tout particulièrement pour les sujets fragiles (jeunes enfants, personnes âgées, immunodéprimés). L'ampleur de ce retard d'équipements est propre à La Réunion : en métropole, cette proportion des volumes insuffisamment traités n'est que de 9,30% et elle chute à 0,9% dans les départements français d'Amérique (Antilles, Guyane).

Des liens entre qualité de l'eau et pathologies de type gastro-entérites à La Réunion sont complexes à établir strictement (puissance statistique faible, sous-déclaration et difficulté de suivi des cas, analyses biomédicales insuffisamment nombreuses, pathologies multifactorielles et multi-exposition...). Cependant, une étude menée en 2012 faisait état d'une incidence mensuelle de 14 cas pour 100 habitants à La Réunion\*, à comparer à une incidence mensuelle moyenne de 2,7 cas pour 100 habitants en métropole selon l'Institut national de veille sanitaire (InVS\*\*2012, sans que l'étude n'ait pu mettre en évidence l'origine hydrique des gastro-entérites).

Les analyses du contrôle sanitaire – et récemment la mise en évidence par l'ARS de parasites dans l'eau destinée à la distribution – ont conduit à prescrire des restrictions de consommation pour l'eau des réseaux où l'insuffisance d'équipement laisse subsister des risques diffus de gastro-entérites. Ceci concerne 34% des volumes distribués et 58% des abonnés, en particuliers dans les arrondissements Sud et Est.

Sur un autre plan, ces types de distribution sont en infraction avec les réglementations nationale et européenne. Les risques de contentieux sont significatifs, tant pour les collectivités que pour l'Etat, qui rend compte régulièrement à Bruxelles de l'application des directives sur les eaux de consommations humaines.

Les enjeux financiers pour organiser un rattrapage structurel sont conséquents. En priorisant les réseaux desservant plus de 5 000 habitants, susceptibles de nourrir un contentieux européen, une estimation aboutit à un besoin d'investissements de 150 millions d'euros pour les seules usines de potabilisation. Si une partie est éligible pour des fonds de subventions européennes - raréfiées désormais sur ce thème - des contreparties nationales et locales sont indispensables, mettant en jeu des mécanismes de solidarité ainsi qu'une ingénierie financières, touchant notamment la constitution du prix de l'eau et le budget des communes.

De tels efforts ne seront possibles que grâce à mobilisation sans précédent des parties prenantes en faveur de la potabilisation de l'eau à La Réunion et au-delà, de la santé des réunionnais.

\* Solet et al., Enquête sur les habitudes de consommation d'eau et les risques de gastro-entérites à la Réunion 2013, Bulletin de veille sanitaire, CIRE Océan Indien, n°19, janvier 2013, 2-7.

\*\* D. Van Cauteren, H. De Valk, S. Vaux, Y. Le Strat, V. Vaillant. Burden of acute gastroenteritis and healthcare-seeking behaviour in France: a population-based study. *Epidemiol. Infect.*(2012),140,697–705